



Photo : Fatoumata Tiaye Coulibaly

 Carrefour
de **solidarité** internationale

MÉMOIRE PRÉSENTÉ DANS LE CADRE DES CONSULTATIONS PRÉBUDGÉTAIRES

OCTOBRE 2020

1- AUGMENTER L'ENVELOPPE DE L'AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT

Lors de son dernier budget, le Canada a manqué, une fois de plus, l'occasion d'entreprendre un réinvestissement en aide publique au développement, réduisant son rapport avec le revenu national brut au triste record de 0,26%, la pire performance du Canada en 50 ans. Une décision politique qui a certainement eu un impact sur l'image et la crédibilité du Canada sur la scène internationale et contribué à son échec dans l'obtention d'un siège au Conseil de sécurité des Nations unies. Un avis partagé par la députée fédérale, Hélène Laverdière, qui a servi dans les ambassades du Canada à Washington, à Dakar et à Santiago. « Parmi les facteurs qui jouent contre la candidature canadienne, elle a souligné que le Canada est "parmi les derniers de classe" en ce qui concerne l'aide au développement international. »¹

Annoncée par le premier ministre plus tôt cet automne, la contribution de 400 M\$ du Canada au développement international pour l'année en cours est un pas dans la bonne direction, d'autant plus la période d'incertitudes que traverse le gouvernement. Il n'en demeure pas moins que l'objectif de 0,7%, cible fixée à l'international et recommandée par le Comité permanent des finances, est bien loin d'être atteint.

Pourtant, l'atteinte de cette cible est plus primordiale que jamais en cette période de crise, alors que la pandémie de COVID-19 risque d'entraîner des reculs importants en matière de respect des droits humains et de lutte à la pauvreté et l'extrême pauvreté.

Un triste constat mis en lumière par la ministre du Développement international, Karina Gould, à l'occasion de la Journée internationale pour l'élimination de la pauvreté. « Cette année, nous constatons également comment la pandémie de COVID-19 a fait ressortir les faiblesses et les lacunes systémiques, en entraînant des crises économiques et sanitaires qui touchent de manière disproportionnée les personnes les plus pauvres et en situation de vulnérabilité. L'inégalité des genres a été exacerbée par la pandémie, menaçant des décennies de progrès réalisés auprès des femmes et des filles. »²

1 [La Presse, 31 janvier 2019, Conseil de sécurité de l'ONU: le Canada en mauvaise posture](#)

2 [Affaires mondiales Canada, 17 octobre 2020, Déclaration à l'occasion de la Journée internationale pour l'élimination de la pauvreté](#)

Plus tôt cet automne, Justin Trudeau a reconnu l'importance de la coopération internationale dans la conjoncture actuelle. « La coopération mondiale est cruciale pour protéger les gens, sauver des vies et vaincre la COVID-19. Nos investissements contribueront à préserver les gains durement acquis en matière de développement. Ceux-ci ont permis à des millions de personnes de sortir de la pauvreté au cours des dernières décennies. »³

En ce sens, le Carrefour de solidarité internationale presse le gouvernement canadien de suivre la recommandation du Comité permanent des finances et **d'augmenter son aide publique au développement afin d'y consacrer 0,7 % du revenu national brut d'ici 2030.**

2-METTRE SUR PIED UN PROGRAMME DE COOPÉRATION CLIMATIQUE INTERNATIONALE, OUVERT AUX INITIATIVES INNOVANTES, RELEVANT DU SECTEUR DES PARTENARIATS POUR L'INNOVATION DANS LE DOMAINE DU DÉVELOPPEMENT

Le Canada reconnaît que « les changements climatiques représentent l'un des plus grands défis de notre temps »⁴. Si tous les pays en ressentent les effets sur la santé de leur population, l'agriculture, l'économie, le commerce et les infrastructures, les populations les plus appauvries demeurent les plus durement touchées par les changements climatiques.

Parallèlement, le Canada, déjà grand producteur de GES⁵, n'arrive pas à respecter les cibles de diminution prévues à l'Accord de Paris. En ce sens, il porte une responsabilité envers les populations les plus vulnérables aux changements climatiques, notamment les populations autochtones et les femmes, qui sont les premières victimes des changements climatiques⁶. D'autant plus qu'en vertu de l'Accord de Paris, le Canada est astreint à fournir des ressources financières pour aider les pays en développement, tout en cherchant à atteindre collectivement l'objectif de mobiliser 100 G\$ (USD) par année d'ici 2020⁷.

Certes, le Canada s'est engagé à prendre part à la lutte contre les changements climatiques, octroyant d'ailleurs 2,65 G\$ sur 5 ans (2016-2021) aux pays en développement, de sorte à réduire leurs émissions de gaz à effet de serre, à accroître leur résilience et à assurer la transition vers des économies à faibles émissions de carbone, il n'en demeure pas moins que la problématique des changements climatiques s'accroît et que les investissements du Canada devraient être conséquents. Son prochain engagement doit donc surpasser sa contribution actuelle, qui se situe bien en deçà de la part équitable qui lui revient.

En plus d'accroître considérablement l'aide publique au développement, le Canada devrait prévoir une nouvelle enveloppe budgétaire dédiée à l'action climatique, dont les fonds s'ajoutent à ceux déjà existants. Le Canada devrait également s'assurer qu'une grande part de ses engagements financiers internationaux en la matière soit destinée à la coopération climatique internationale et qu'au minimum 50% de ces fonds soient réservés à des actions d'adaptation, de sorte à appuyer une transition vers des économies résilientes aux changements climatiques.

Le gouvernement devrait interpellier les organisations de la société civile, notamment les organisations de coopération internationale de petite ou moyenne taille, qui font partie des acteurs à fort potentiel dans ce domaine. En effet, elles apportent une expérience précieuse basée sur une collaboration à long terme, des relations égalitaires

3 [Justin Trudeau, 29 septembre 2020, Le premier ministre copréside une réunion de haut niveau pour s'attaquer à la dévastation économique causée par la COVID-19 et annonce un nouveau financement pour la lutte contre la pandémie](#)

4 [Gouvernement du Canada, 29 septembre 2020, La participation du Canada au financement international de la lutte contre les changements climatiques](#)

5 [La Presse Canadienne, 14 novembre 2018, Le Canada cancre du G20 pour les émissions de GES](#)

6 [Le Devoir, 12 décembre 2017, Les femmes sont les premières victimes des changements climatiques](#)

7 [Environnement et Changement climatique Canada, 10 décembre 2019, Financement de la lutte contre les changements climatiques](#)

et de proximité avec les communautés ciblées et peuvent ainsi contribuer de manière efficace et innovante aux actions du Canada dans le monde.

Pour ce faire, il est primordial de **mettre sur pied un programme de coopération climatique internationale, ouvert aux initiatives innovantes, relevant du secteur des Partenariats pour l'innovation dans le domaine du développement.**

3-DÉVELOPPER UN PROGRAMME DESTINÉ AUX PETITES ET MOYENNES ORGANISATIONS FINANÇANT LES INITIATIVES EN MOBILISATION DU PUBLIC CANADIEN

Afin que le Canada puisse jouer un rôle de leader dans les enjeux internationaux actuels et futurs, il est essentiel que les Canadien.nes développent, dès le plus jeune âge, une ouverture à l'autre et au monde. Cette sensibilité est encouragée par des actions d'éducation à la citoyenneté mondiale et de mobilisation.

Comme il est noté dans un récent appel à projet d'Affaires mondiales Canada, les activités de mobilisation du public permettent de « renforcer l'appui et la participation du Canada à l'égard de l'aide internationale, [...] de mieux comprendre les programmes [...] et les encourager à prendre des mesures afin de favoriser le changement ». Cet équilibre entre les actions de développement à l'étranger et les initiatives locales de mobilisation se veut le fondement de la réussite des petites et moyennes organisations de coopération internationale.

Malheureusement, l'initiative pilote de cinq ans ciblant les petites et moyennes organisations canadiennes vient de se terminer⁸ et aucun financement n'est maintenant accordé à ce genre d'actions, limitant la capacité des organisations de contribuer à la mobilisation de la population canadienne.

En ce sens, il est essentiel **d'affecter un financement destiné aux petites et moyennes organisations afin d'encourager et de favoriser le développement d'initiatives en mobilisation et en éducation du public canadien.**

8 [Gouvernement du Canada, 1er septembre 2020, Petites et moyennes organisations pour l'impact et l'innovation](#)



Carrefour
de **solidarité**
internationale

165 rue Moore, Sherbrooke, Qc. J1H 1B8
Tél: 819 566-8595 | Téléc.: 819 566-8076
www.csisher.com | info@csisher.com



Photo : Jonathan Mercier